

Document

La Libye face à l'impérialisme humanitaire. Entretien avec Jean Bricmont

(<http://www.plumenclume.net>)

Le 24 mars 2011

[Kosovo, Irak, Afghanistan : les partisans d'une intervention en Libye n'auraient-ils pas retenu la leçon ? Jean Bricmont, auteur d'un ouvrage sur l'impérialisme humanitaire, nous explique pourquoi le droit d'ingérence est incompatible avec la paix dans le monde et dessert les causes humanitaires. A moins bien-sûr, que ces causes ne soient que des prétextes]

Interview : Grégoire Laliou

Pouvez-vous nous rappeler en quoi consiste l'impérialisme humanitaire ?

C'est une idéologie qui vise à légitimer l'ingérence militaire contre des pays souverains au nom de la démocratie et des droits de l'Homme. La motivation est toujours la même : une population est victime d'un dictateur, donc il faut agir. On nous sort alors les références à la Deuxième Guerre mondiale, à la guerre d'Espagne et j'en passe. Le but étant de faire accepter l'intervention. C'est ce qui s'est passé pour le Kosovo, l'Irak ou l'Afghanistan.

Et aujourd'hui, c'est le tour de la Libye ?

Il y a une différence car ici, une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies l'autorise. Mais cette résolution a été votée à l'encontre des principes mêmes de la Charte des Nations Unies. En effet, je ne vois aucune menace extérieure dans le conflit libyen. On a évoqué la notion de la « responsabilité de protéger » les populations, mais en brûlant un peu les étapes. De plus, il n'y a pas de preuves que Kadhafi massacre la population dans le simple but de la massacrer. C'est un peu plus compliqué que cela : il s'agit plutôt d'une insurrection armée et je ne connais pas de gouvernement qui ne réprimerait pas ce type d'insurrection.

Evidemment, il y a des dommages collatéraux et des morts parmi les civils. Mais si les Etats-Unis savent comment éviter de tels dommages, qu'ils aillent l'expliquer aux Israéliens et qu'ils l'appliquent eux-mêmes en Irak et en Afghanistan. Nul doute également que les bombardements de la coalition vont aussi provoquer des pertes civiles.

Je pense donc que d'un point de vue strictement légal, la résolution du Conseil de Sécurité est discutable. Elle est en fait le résultat d'années de lobbying pour faire reconnaître le droit d'ingérence qui se trouve ici légitimé.

Pourtant, même dans la gauche, beaucoup pensent qu'il fallait intervenir en Libye pour arrêter le massacre. C'est une erreur de jugement selon vous ?

Oui et pour plusieurs raisons. Tout d'abord, cette campagne établit le règne de l'arbitraire. En effet, le conflit libyen n'a rien d'exceptionnel. Il y en a beaucoup d'autres dans le monde, que ce soit à Gaza, à Bahreïn ou, il y a quelques années, au Congo. Dans ce dernier cas, nous étions dans le cadre d'une agression extérieure de la part du Rwanda et du Burundi. L'application du droit international aurait permis de sauver des millions de vie mais on ne l'a pas fait. Pourquoi ?

Ensuite, si on applique les principes de l'ingérence qui sous-tendent l'attaque contre la Libye, cela veut dire que tout le monde peut intervenir partout. Imaginons que les Russes interviennent à Bahreïn ou les Chinois au Yémen : ce serait la guerre généralisée et permanente. Une grande caractéristique du droit d'ingérence est donc le non-respect du droit international classique. Et si on devait modifier le droit international par de nouvelles règles légitimant le droit d'ingérence, cela déboucherait sur la guerre du tous contre tous. C'est un argument auquel les partisans du droit d'ingérence ne répondent jamais.

Enfin, ces ingérences renforcent ce que j'appelle l' « effet barricade » : tous les pays qui sont dans la ligne de mire des Etats-Unis vont se sentir menacés et vont chercher à renforcer leur armement. On a vu ce qui s'est passé avec Saddam. Kadhafi avait d'ailleurs déclaré à la ligue arabe : « On vient de pendre un membre de cette ligue et vous n'avez rien dit. Mais ça peut vous arriver aussi car, si vous êtes tous des alliés des Etats-Unis, Saddam l'était aussi autrefois. ». Aujourd'hui, la même chose se reproduit avec Kadhafi et la menace qui pèse sur de nombreux Etats risque de relancer la course à l'armement. La Russie, qui n'est pourtant pas un pays désarmé, a déjà annoncé qu'elle allait renforcer ses troupes. Mais ça peut même aller plus loin : si la Libye avait l'arme nucléaire, elle n'aurait jamais été attaquée. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on n'attaque pas la Corée du Nord. La gauche qui soutient l'intervention en Libye devrait donc bien se rendre compte que la conséquence de l'ingérence humanitaire est de relancer la course à l'armement et de créer des logiques de guerre à long terme.

Cette intervention militaire contre Kadhafi ne serait-elle pas pourtant un moindre mal ?

Il faut réfléchir aux conséquences. Maintenant que les forces occidentales sont engagées, il est évident qu'elles vont devoir aller jusqu'au bout, renverser Kadhafi et installer les rebelles au pouvoir. Que va-t-il se passer alors ? La Libye semble divisée. S'il y a une résistance à Tripoli, l'Occident va-t-il occuper le pays et s'embarquer dans une guerre sans fin comme en Irak ou en Afghanistan ?

Imaginons quand même que tout se passe bien : les coalisés se débarrassent de Kadhafi en quelques jours, les rebelles prennent le pouvoir et le peuple libyen est uni. Tout le monde est content et après ? Je ne pense pas que l'Occident va dire : « Voilà, on a fait ça parce qu'on est gentil et qu'on aime bien les droits de l'Homme. Maintenant, vous pouvez faire ce que vous voulez. ». Que se passera-t-il si le nouveau gouvernement libyen apparaît trop musulman ou ne limite pas correctement les flux migratoires ? Vous croyez qu'on va les laisser faire ? Il est évident qu'après cette intervention, le nouveau gouvernement libyen sera prisonnier des intérêts occidentaux.

Si l'intervention militaire n'est pas la solution, que faire ?

Il aurait déjà fallu essayer honnêtement toutes les solutions pacifiques. Ça n'aurait peut-être pas fonctionné mais là, il y a eu une volonté manifeste de rejeter ces solutions. C'est d'ailleurs une constante dans les guerres humanitaires. Pour le Kosovo, il y avait des propositions serbes très détaillées pour aboutir à une solution pacifique mais elles ont été refusées. L'Occident a même imposé des conditions qui rendaient toute négociation impossible comme l'occupation de la Serbie par les troupes de l'Otan. En Afghanistan, les Talibans ont proposé de faire juger Ben Laden par un tribunal international si on leur fournissait les preuves de son implication dans l'attentat du World Trade Center. Les Etats-Unis ont refusé et bombardé. En Irak, Saddam avait accepté le retour des inspecteurs de l'ONU ainsi que de nombreuses conditions extrêmement contraignantes. Mais ce n'était jamais assez. En Libye, Kadhafi a accepté un cessez-le-feu et proposé qu'on envoie des observateurs internationaux. Les observateurs n'ont pas été envoyés et on a dit que Kadhafi ne respectait pas le cessez-le-feu. L'Occident a aussi rejeté la proposition de médiation de Chavez, pourtant suivie par de nombreux pays latinos ainsi que l'Organisation de l'Unité Africaine.

A ce sujet, je suis furieux quand j'entends, en Europe, des gens de gauche dénoncer l'horrible Alliance Bolivarienne qui soutient le dictateur Kadhafi. Ces gens n'ont rien compris ! Les dirigeants latinos sont des personnes au pouvoir avec d'importantes responsabilités. Ce ne sont pas des petits gauchistes qui bavardent dans leur coin. Et le grand problème de ces dirigeants, c'est l'ingérence des Etats-Unis : moins les Etats-Unis pourront faire ce qu'ils veulent partout dans le monde, mieux ça vaudra pour tous ces pays qui tentent de s'émanciper de leur tutelle et pour le monde entier.

Le fait de rejeter systématiquement les solutions pacifiques signifie-t-il que l'ingérence humanitaire est un prétexte ?

Oui, mais si ça fonctionne bien auprès des intellectuels, j'ai plus de doute sur la réaction des peuples européens. Vont-ils soutenir leurs dirigeants dans l'attaque contre Kadhafi ? Au niveau des peuples, ce sont les guerres sécuritaires qui trouvent plus de légitimité : lorsqu'il y a, par exemple, une menace contre nos populations, nos modes de vie, etc. Mais ici et en France, avec tout le climat islamophobe (que je n'approuve pas, mais qui existe), allez expliquer qu'on va se battre en Cyrénaïque pour des insurgés qu'on voit crier « Allah U Akbar »... C'est contradictoire !

Au niveau politique, la plupart des partis soutiennent l'intervention. Même à gauche, des trotskistes à Mélenchon, tous partent la fleur à fusil. Les plus modérés soutenaient juste l'application d'une zone d'interdiction aérienne mais si Kadhafi envoie ses tanks vers Benghazi, qu'est-ce qu'on fait ? Durant la

Deuxième Guerre mondiale, les Allemands ont perdu le contrôle aérien assez rapidement mais ils ont tenu encore plusieurs années. Les modérés devaient bien se douter que, dans la mesure où l'objectif est de renverser Kadhafi, on irait plus loin que l'établissement d'une zone d'interdiction aérienne.

La gauche, incapable de soutenir de vraies positions alternatives, se trouve piégée par la logique de l'ingérence humanitaire et est obligée de soutenir Sarkozy. Si la guerre se passe vite et bien, le président français sera sans doute bien positionné pour 2012 et la gauche lui aura mis le pied à l'étrier. Cette gauche n'assumant pas un discours cohérent opposé aux guerres est obligée de se mettre à la remorque de la politique d'ingérence.

Et si la guerre se passe mal ?

C'est malheureux, mais le seul parti français à s'être opposé à l'intervention en Libye est le Front National. Il a notamment évoqué la menace des flux migratoires et en a profité pour se démarquer de l'UMP et du PS en disant qu'il n'avait jamais collaboré avec Kadhafi. Si la guerre en Libye ne se passe pas comme prévu, ça pourra bénéficier au Front National pour 2012.

Si l'ingérence humanitaire n'est qu'un prétexte, quel est l'objectif de cette guerre ?

Les révolutions arabes ont surpris les Occidentaux qui n'étaient pas assez bien informés sur ce qui se passait au Maghreb et au Moyen-Orient. Je ne conteste pas qu'il y a de bons spécialistes de la question mais souvent, ils ne sont pas assez écoutés à un certain niveau de pouvoir et s'en plaignent d'ailleurs. Donc maintenant, les nouveaux gouvernements égyptien et tunisien risquent de ne plus s'aligner sur les intérêts occidentaux et par conséquent, pourraient être hostiles à Israël.

Pour s'assurer le contrôle de la région et protéger Tel-Aviv, les Occidentaux veulent probablement se débarrasser des gouvernements déjà hostiles à Israël et aux Occidentaux. Les trois principaux sont l'Iran, la Syrie et la Libye. Cette dernière étant la plus faible, on l'attaque.

Ca peut fonctionner ?

L'Occident rêvait de dominer le monde mais on voit depuis 2003, avec le fiasco irakien, qu'il en est incapable. Avant, les Etats-Unis pouvaient se permettre de renverser des dirigeants qu'ils avaient eux-mêmes portés au pouvoir, comme Ngô Đình Diêm au Sud-Vietnam dans les années 60. Mais Washington n'a plus la possibilité de faire ça aujourd'hui. Au Kosovo, les Etats-Unis doivent composer avec un régime mafieux. En Afghanistan, tout le monde dit que Karzaï est corrompu mais ils n'ont pas d'alternative. En Irak, ils doivent aussi s'accommoder d'un gouvernement qui est loin de leur convenir totalement.

Le problème se posera certainement en Libye aussi. Un Irakien me disait un jour : « Dans cette partie du monde, il n'y a pas de libéraux au sens occidental du terme, hormis quelques intellectuels assez isolés. ». Comme l'Occident ne peut pas s'appuyer sur des dirigeants qui partagent ses idées et défendent totalement ses intérêts, il essaie d'imposer des dictateurs par la force. Mais ça crée évidemment un décalage avec les aspirations de la base populaire.

De plus, cette démarche se révèle être un échec et les gens ne devraient pas être dupes sur ce qui se passe. L'Occident, qui pensait pouvoir contrôler le monde arabe avec des marionnettes comme Ben Ali et Moubarak, se dirait soudainement : « On a eu tout faux, maintenant on va soutenir la démocratie en Tunisie, en Egypte et en Libye. » ? C'est d'autant plus absurde que l'une des grandes revendications des révolutions arabes est le droit à la souveraineté. Autrement dit, pas d'ingérence !

L'Occident doit se résigner : le monde arabe, tout comme l'Afrique et les Caraïbes, ne lui appartient pas. En fait, les régions où l'Occident s'ingère le plus sont les moins développées. Si on respecte leur souveraineté, ces régions pourront se développer, tout comme l'Asie l'a fait et l'Amérique latine le fera sans doute. La politique d'ingérence est un échec pour tout le monde.

Quelle alternative alors ?

Tout d'abord, il faut savoir que la politique d'ingérence nécessite un budget militaire important. Sans le soutien des Etats-Unis et leur budget militaire délirant, la France et la Grande-Bretagne ne se seraient pas engagées. La Belgique encore moins. Mais tous ces moyens mis à disposition ne tombent pas du ciel. Ce budget est basé sur des emprunts à la Chine qui entraînent des déficits US et toutes sortes de problèmes économiques. On y pense rarement.

De plus, on nous répète tout le temps qu'il n'y a pas d'argent pour l'éducation, la recherche, les pensions, etc. Et subitement, il y a une grosse somme qui tombe pour faire la guerre en Libye. C'est une somme illimitée car on ne sait pas combien de temps cette guerre va durer ! On dépense par ailleurs déjà de l'argent en pure perte en Afghanistan.

Il faut donc avoir une autre vision politique et la Suisse est, selon moi, un bon exemple. Ce pays consacre son budget militaire uniquement à la protection de son territoire. Les Suisses ont une politique de non-intervention cohérente car leur armée ne peut pas, par principe, quitter le territoire. On peut dire que la Suisse laisse Kadhafi massacrer les insurgés mais premièrement, elle n'a jamais commis de génocide ou d'autres massacres, même si on peut critiquer sa politique sur d'autres plans (banques ou immigration). Et deuxièmement, si tout le monde faisait comme la Suisse, pour les raisons que j'ai expliquées précédemment, le monde irait beaucoup mieux.

Les guerres et les embargos ont toujours des conséquences désastreuses. Selon moi, la meilleure alternative est la coopération avec les différents pays, quels que soient leurs régimes. A travers le commerce, mais pas celui des armes évidemment, les idées circulent et les choses peuvent évoluer, sans guerre. On peut bien sûr discuter des modalités : commerce équitable, écologique, etc. Mais le commerce est une alternative beaucoup moins sanglante aux sanctions et aux embargos qui sont la version soft des guerres humanitaires.

Source : <http://www.michelcollon.info>